



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

ARRÊTÉ

BRE / Section procédures environnementales

Arrêté préfectoral portant mise en demeure

N°DCL-BRENV-2025-24-1

Société SARREGUEMINES INTERNATIONAL

28 RUE DE LA FAIENCERIE

BP27

71160 Digoïn

Représentée par son liquidateur
judiciaire :

SAS DESLORIEUX

21 boulevard de la République

71100 Chalon-sur-Saône

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-8, L. 511-1, L. 512-6-1, R. 512-39-1 et suivants ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 83-7, délivré 6 janvier 1983 à la société FAYENCERIES DE SARREGUEMINES-DIGOÏN-VITRY-LE-FRANCOIS à exploiter des installations de production d'articles ménagers en céramiques sur le territoire de la commune de Digoïn ;

Vu le courrier du 2 novembre 2020 demandant le changement d'exploitant pour SARREGUEMINES INTERNATIONAL (SIREN 853 022 085) ;

Vu le jugement du tribunal de commerce de Chalon-sur-Saône désignant la SAS DESLORIEUX en tant que liquidateur judiciaire de la société SARREGUEMINES INTERNATIONAL ;

Vu le courrier en date du 27 mai 2022 de la SAS DESLORIEUX notifiant au préfet de Saône-et-Loire la cessation définitive de l'activité de la société SARREGUEMINES INTERNATIONAL sur le territoire de la commune de Digoïn ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement, relatif à la visite d'inspection du 04 novembre 2024, transmis à l'exploitant par courrier du 16 décembre 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral portant mise en demeure reçu le 19 décembre 2024 par la SAS DESLORIEUX en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

Considérant que la SAS DESLORIEUX est désormais le représentant « es qualité » de la société SARREGUEMINES INTERNATIONAL ;

Considérant que la cessation d'activité de la société SARREGUEMINES INTERNATIONAL sur la commune de Digoin doit suivre la procédure applicable aux établissements exploitant une installation soumise à autorisation ;

Considérant que les textes applicables pour la procédure de cessation d'activité sont ceux en vigueur à la date de notification de la cessation d'activité ;

Considérant que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Considérant que les paragraphes I. et II. de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement susvisé, applicables, disposent :

« I.- Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

[...]

2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;» ;

Considérant que lors de la visite du 4 novembre 2024, il a été constaté :

- un trou dans le mur d'enceinte du site ;

- la présence d'une cuve de fioul non inertée ;

Considérant que pour faire face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement en mettant en demeure la société SARREGUEMINES INTERNATIONAL représentée par la SAS DESLORIEUX de respecter les prescriptions de l'alinéa 4 du paragraphe II, du paragraphe III de l'article R. 512-39-1 et du paragraphe I de l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE

Article 1 – Objet

La société SARREGUEMINES INTERNATIONAL représentée par son liquidateur judiciaire, la SAS DESLORIEUX, exploitant une installation d'articles ménagers en céramique sise 28 rue de la faïencerie à Digoin (71160) est mise en demeure, de respecter, dans un délai de 1 mois, les dispositions prévues aux alinéas 1, 2 et 3 du paragraphe II de l'article R. 512-39-1 applicable au moment de la notification de la cessation d'activité (27 mai 2022) du code de l'environnement en procédant notamment il doit :

- inalter les cuves et fosses susceptibles de présenter un risque d'explosion ;
- clôturer le site.

Les délais sont applicables à compter de la date de notification de l'arrêté préfectoral.

Article 2 - Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra

être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Notification et publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la SAS DESLORIEUX.

Article 4 – Exécution et copie

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le sous-préfet de Charolles, le maire de la commune de Digoin, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Fait à Mâcon, le 24 JAN. 2025

Le préfet,

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

